



**NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE**

www.npa2009.org

Le « pognon dingue » que nous coûte le grand patronat

BULLETIN NPA TECHNOCENTRE RENAULT - GUYANCOURT 28 / 06 / 2018

Dans une mise en scène bien rodée, Macron, président des riches, s'est indigné du « pognon dingue » dévoué aux aides sociales. Cet acharnement est celui des classes dominantes contre une protection sociale qui, à leurs yeux, réduit encore trop les inégalités. Sans les aides sociales, les 10% les plus riches gagneraient 20 fois plus que les 10% les plus pauvres, mais avec ils ne gagnent plus « que » 6 fois plus. Le taux de pauvreté est d'environ 14 % alors que sans ces aides, il serait supérieur à 20 %. Pour un total officiellement évalué à 70 milliards d'euros.

Comme le veulent les traditions les plus réactionnaires,

Macron distingue deux catégories de pauvres. D'un côté celles et ceux qui sont selon lui inemployables, qui relèvent de la charité, avec un minimum de survie qui doit coûter le moins possible. Le RSA (550,93 euros, soit à peine plus qu'une des

nouvelles assiettes utilisées à l'Élysée) ou la prime d'activité seraient de ce point de vue des dépenses inconsidérées. De l'autre, ceux qui touchent des aides sociales, et que le gouvernement veut « responsabiliser » ou « accompagner » de gré ou de force vers un travail qu'ils devront accepter sans conditions.

Un patronat qui licencie ...

malgré les cadeaux des gouvernements

Par contre du côté du patronat, les cadeaux ne sont jamais trop importants. Pourtant, ici, c'est réellement « dingue » : 300 milliards de fraudes, évasions et niches fiscales, exonérations de cotisations sociales, cadeaux fiscaux aux plus riches... Cadeaux qui sont censés permettre le développement de l'activité et de l'emploi, une vieille rengaine chaque jour démentie.

Les plus grosses entreprises, principales bénéficiaires de ces cadeaux se gardent bien de respecter leurs prétendus « engagements ». Ainsi General Electric, qui n'avait été autorisé à racheter Alstom qu'en s'engageant à créer 1000 emplois, est censé payer des pénalités pour « compenser » les

650 emplois non créés. Mais au pire les pénalités se limiteraient à une trentaine de millions d'euros, une broutille pour ce groupe. Avec la possibilité de prendre de nouveaux engagements pour s'en dégager ...

Ainsi Ford près de Bordeaux annonce la fermeture du site, malgré les 50 millions d'aides publiques en échange de la promesse de la préservation des 1000 emplois du site. Et la liste peut s'allonger, de Carrefour à Vélib en passant par GM&S, de tous ces employeurs qui empochent des aides avant de licencier à tout va.

Ras-le-bol du chômage !

Macron, à la différence de Hollande, s'est bien gardé de lier le succès de son quinquennat au recul du chômage. On comprend pourquoi : avec un chiffre « officiel » de près de 7 millions de chômeurs/euses, dont la moitié ne touche aucune allocation, et plus de 11 millions de demandeurs/euses d'emploi et travailleurs/euses pauvres occasionnels, le chômage reste bien la préoccupation majeure pour une majorité de la population.



Interdiction des licenciements

Les mobilisations contre les fermetures d'entreprises, les suppressions de postes sont incontournables. Le 30 juin à Bordeaux, une grande manifestation contre la fermeture de Ford regroupera les salarié(e)s, les élus et la population, avec des délégations de Bosch et GM&S. Au moment où le gouvernement s'attaque massivement à la Fonction publique, c'est-à-dire aussi à l'emploi, les convergences sont indispensables. Les revendications permettant de répondre à ces urgences imposent un rapport de forces important. Réduction du temps de travail sans perte de salaire, interdiction des licenciements, baisses des cadences, interdiction du travail de nuit, de week-end ne doivent pas rester des rêves, car ce sont des mesures indispensables pour en finir avec le chômage, qui est un des fondements du capitalisme.

LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA

www.npa-auto-critique.org

Tracts, actus, infos, tout sur l'actualité des luttes dans notre secteur automobile.

Et aussi sur Facebook



« UN POGNON DINGUE » : LES CONGES FAMILIAUX

Suite aux campagnes de mobilisation en Europe, une directive européenne prévoit la rémunération du congé maladie pour le congé parental ou encore 5 jours de congés payés par an pour les aidants familiaux. L'Etat français bloque cette directive, sous prétexte que ces avancées coûteraient trop cher aux finances publiques. Et dans le même temps on dit faire de l'égalité Femmes/Hommes une « grande cause nationale ». Il y aurait comme une légère contradiction entre les discours et les actes...

UN « POGNON DINGUE » : LES PENSIONS DE REVERSION

Le projet « d'harmonisation » des retraites du gouvernement entrainerait la quasi-disparition des pensions de réversion (36 milliards d'euros en 2014). 4,4 millions de personnes (dont 90% de veuves) la perçoivent. Avec la suppression des régimes complémentaires de retraite AGIRC-ARRCO, les survivants des salariés du TCR, avec ceux du privé, seraient les plus touchés. Même après la mort, Macron veut nous faire les poches !

UN « POGNON DINGUE » : LES AIDES SOCIALES

Pour le ministre du budget, « Il y a trop d'aides sociales ». Pourtant la survie de millions de gens en dépend. Pour le premier ministre, « malgré le niveau très élevé des aides sociales, notre modèle social ne fonctionne pas bien ». C'est clair. Réduire de 80 milliards les déficits publics et continuer à verser des milliards aux riches et aux entreprises est impossible sans baisser les dépenses publiques : école, santé, collectivités locales... Il y a aussi des milliards à grignoter sur le dos des plus fragiles : prestations familiales, chômage, vieillesse, handicap... Et une seconde « journée de solidarité » ramènera plus de 2 milliards. L'urgence du moment, c'est de refuser le travail gratuit et les baisses d'aides sociales. Mais au-delà, c'est aux racines mêmes de l'exploitation capitaliste qu'il faut s'attaquer.



PSA-VESOUL : 10 JOURS PAR AN DE TRAVAIL GRATUIT

Concurrence par-ci, site en danger par-là, c'est partout la même chanson : il y a des sacrifices « indispensables » pour « sauver » l'emploi. PSA-Vesoul s'affranchit des 35h en faisant travailler 37h45 (+7,8%). Mais les salaires n'augmenteraient que de 2,8%. Soit 5% de travail non payé ! PSA a pourtant engrangé des résultats record en 2017. Les ordonnances Macron autorisent dorénavant ce genre d'arnaque. Grâce à ce travail gratuit PSA et le reste du patronat vont se faire un « pognon dingue » !

TCR-GUYANCOURT : 100 000 H DE TRAVAIL GRATUIT ?

Grâce à l'écrêtage à 5 h sur le crédit des pointages HR, la direction gagne un « pognon dingue » : 24 758 h gratuites effectuées par les APR-ETAM en 2016 (chiffres officiels, dénoncés dans un tract SUD). Quant aux ingénieurs et cadres au forfait jour, c'est le jackpot : plus la charge augmente, moins

on peut récupérer. C'est le cercle vicieux du burn-out. Toute heure travaillée doit être payée !

SOCIETE NUCLEAIRE = SOCIETE POLICIERE

Le 16 juin à Bar-le-Duc, une manifestation contre le projet CIGEO d'enfouissement des déchets les plus radioactifs (ils le resteront pendant 100 000 ans) a réuni 3000 personnes. Le 20 juin, l'Etat a lancé une vague de perquisitions, avec 8 gardes à vue jusqu'à 96 h, dont l'avocat des opposants. Les commissions rogatoires étant non nominatives, la police peut arrêter n'importe qui. S'appuyant sur des lois d'exception « antiterroristes », une police militarisée et une justice expéditive, un Etat de plus en plus totalitaire réprime toute forme de résistance. Ça suffit !

PARCOURSUP... DU COMBATTANT

ParcourSup, la plateforme d'accès aux études supérieures, vient de fermer 10 jours "pour que les candidats puissent se concentrer pleinement sur leurs révisions et leurs épreuves". Au 26 juin, 175 000 lycéen.ne.s étaient toujours sans affectation. Malgré les promesses de la ministre, 29 000 d'entre eux ont déjà reçu des « non » définitifs. Les jeunes des milieux ouvriers et populaires, la plupart issus des filières pro, sont victimes de cette sélection. La solution : donner plus de moyens afin de créer plus de places, pour que le bac ouvre l'accès aux études supérieures.

ENERGIE : PRIVATISATION NON, SERVICE PUBLIC OUI !

La loi Pacte du gouvernement vise à la privatisation totale de l'énergie. ENEDIS et GRDF, distributeurs d'électricité et de gaz, sont livrés aux requins de la finance. En imposant des gains de productivité de 2,5% à 3,5% par an, ENEDIS devient la pompe à fric pour les dividendes EDF : 2500 emplois supprimés, salaires gelés, 200 sites fermés. Même logique à GRDF. Les tarifs de distribution seront revus en 2019 ; les opérateurs privés espèrent ramasser « un pognon dingue » sur le dos des usagers, « clients » captifs. Contre l'anarchie capitaliste que Macron prétend imposer partout, les salariés d'ENEDIS et GRDF se battent (grèves les plus massives depuis 10 ans) pour un véritable service public de l'énergie. Leur lutte est aussi la nôtre.

LOI PACTE OU LOI PACTOLE ?

La loi Pacte précède aussi d'autres privatisations, dont Renault (l'Etat actionnaire céderait les 15% du capital restant). Pour éponger la dette de la SNCF par les fonds publics et non par de futurs opérateurs privés. Socialisation des pertes et privatisation des profits : une logique capitaliste qu'il faudra vite inverser.

BOLLORE : IL Y A COMME DE L'ELECTRICITE DANS L'AIR

Résultat de la gestion calamiteuse du parc des voitures électriques à Paris, le contrat Autolib a été résilié le 25 juin. Marie Bolloré, PDG d'Autolib exige « un pognon dingue » (233 millions d'euros de compensation) à Paris et à 80 communes de banlieue. 254 emplois sont menacés, l'usine de batteries Bolloré aussi. Son père Vincent, n°1 du groupe Bolloré, qui a fait fortune dans des opérations douteuses avec des dictateurs africains, avait apporté publiquement son vote à Anne Hidalgo en échange du contrat Autolib. Son cousin Thierry Bolloré, n°2 de Renault, succèdera à Carlos Ghosn en 2022. Pour la voiture électrique ? L'industrie automobile ne doit pas rester aux mains des « dingues du pognon ». Oui à un pôle public automobile, géré par les salariés, pour les automobilistes que nous sommes.

Bulletin NPA Technocentre Renault – Guyancourt

28 juin 2018